



L'alliance **CFDT/CFTC** a rencontré Madame Amélie VERDIER lors de son déplacement à la DDFIP 63 ce lundi 18 mai 2026.

Vous retrouverez ci-dessous les propos tenus par l'alliance à cette occasion.

Parmi les sujets abordés, l'inquiétude des agents, relative au sort des antennes implantées dans le département suite à la mise en place du NRP.

La Directrice Générale a précisé que plusieurs critères sont pris en compte, parmi lesquels la fréquentation par les usagers, et la taille critique du poste (nombre d'agents affectés)

L'étude serait en cours, et quelque'en soit l'issue, les agents seraient avisés bien en amont de la décision de prolonger ou non les missions de ces antennes.

S'agissant des inquiétudes vis-à-vis de la Responsabilité des Gestionnaires Publiques (RGP), Mme La Directrice Générale s'est contentée d'être « rassurante » au regard du nombre d'agents mis en cause et a insisté sur la nécessité d'une pédagogie plus efficace concernant la notion de faute grave.

En conclusion, la visite de Mme VERDIER a donné à l'alliance l'opportunité d'exprimer les attentes des agents de la DDFIP 63, mais l'absence de réponses concrètes ne nous a pas donné satisfaction.

Derrière le discours sur les avancées et les améliorations au sein de la DGFIP, nous continuerons de dénoncer une réalité : **Celle d'un service public fragilisé et de personnels épuisés, trop souvent exclus des décisions qui les concernent directement .**

Les élu-es de **CFDT/CFTC** restent pleinement mobilisés pour défendre vos intérêts.

N'hésitez pas à les contacter. Ne restez pas seul-e.

[cftc.ddfip63 @dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cftc.ddfip63@dgfip.finances.gouv.fr)

cfdt.ddfip63@dgfip.finances.gouv.fr

COMMUNIQUE DE L'ALLIANCE CFDT/ CFTC

VISITE DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE AMELIE VERDIER LE 18/05/26

Madame la Directrice Générale,

Comme vous le savez, l'alliance **CFDT/CFTC** en tant que partenaire social, ne pratique pas la politique de la chaise vide, et répond présent aujourd'hui à votre invitation, et vous en remercie dans un moment où vous vous êtes déplacée malgré une circulaire ministérielle, qui invite à restreindre les déplacements.

Mais notre présence ne signifie pas notre accord sur des mesures et des décisions prises par la DGFIP, et surtout de leurs impacts sur les agents.

Cette année encore, l'actualité DGFIP nationale est alarmante et les agents en souffrance :

Nombre trop élevés de suicides en 2025 qui se prolonge en 2026 ; Pannes informatiques ; **piratages** de données sensibles ; Non-reconduction de la GIPA ; indus d'ACF à restituer ; **augmentation du tarif de la restauration collective** ; **baisse du budget** de l'action sociale ; **des suppressions réelles d'emplois bien supérieures** à celles annoncées du fait la nouvelle méthode d'allocation des emplois qui efface les postes vacants des directions ; **les inquiétudes liées à la RGP** que votre note du 31 mars ne lève pas, bien au contraire ; **des services qui ne parviennent** plus à faire face à l'exercice de leurs missions quotidiennes, alors que dire des pics d'activité ? ; **les missions de guichet d'aides** en période de crise qui viennent encore se greffer, la remise en cause du remboursement des frais de déplacement qui modifie les conditions d'exercices de certaines missions : ex.:huissiers, vérificateurs, etc...

La liste n'est pas exhaustive... mais les capacités physiques et mentales des agents ne sont pas extensibles non plus!

Vous avez déjà été alertée à de nombreuses reprises par nos représentants nationaux. Vous êtes à la tête d'une administration qui va mal mais depuis des années les pseudos remèdes apportés ne font qu'empirer le mal.

Les réformes ne sont pensées qu'en termes de coûts, les agents seulement considérés comme des éléments de ces coûts.

Et derrière les discours sur la "performance", nous dénonçons une réalité : celle d'un service public fragilisé et des personnels épuisés, trop souvent exclus des décisions qui les concernent directement.

Le jour de carence et la baisse du traitement de 10 % en cas d'arrêt maladie sont perçus comme une double punition collective par les agents en lutte contre la maladie.

Il faut redonner, Madame la Directrice, du sens aux missions et de la dignité aux agents, en améliorant concrètement leurs conditions de travail. Cela passe par une véritable revalorisation des salaires, de l'indemnitaire qui décroche du reste de la Fonction publique et par la création d'emplois.

Il est donc essentiel d'entendre et de répondre aux exigences de reconnaissance des femmes et des hommes de la DGFIP, afin de rendre réellement le service public de qualité que l'on prétend offrir.

Cette réponse ne doit pas uniquement reposer sur des discours. Il faut des actes.

A l'occasion de votre visite dans le Puy de Dôme, nous voulons porter à votre connaissance plusieurs thématiques locales notables :

En premier lieu, notre département comptabilise trois antennes, et participe à maintenir un tissu social indispensable dans les territoires.

Ces antennes étaient issues du NRP dont l'horizon est fixé à fin 2026.

Qu'en-est-il de leur pérennité dont personne ne nous informe ?

L'alliance **CFDT/CFTC** vous demande la pérennisation de ces antennes.

Par ailleurs, aujourd'hui plus que jamais, l'action sociale tient une place indispensable dans la vie des agents.

L'alliance **CFDT/CFTC** vous demande de veiller à ce que les acteurs de la prévention bénéficient de tous les moyens de protection des agents par une écoute bienveillante, un accompagnement efficace et des outils informatiques accessibles, notamment l'autorisation à utiliser l'intranet Ulysse.

Certains sites vieillissants et abritant nos services dans le Puy de Dôme ne sont plus adaptés et présentent les caractéristiques de passoires thermiques, aggravant les conditions de travail des agents qui les occupent.

Pour l'alliance **CFDT/CFTC** il est urgent de s'en préoccuper.

Enfin, notre région reçoit chaque année un nombre important de nouveaux agents, attirés en outre par un patrimoine naturel remarquable et une certaine qualité de vie.

L'alliance **CFDT/CFTC** vous demande d'œuvrer pour un meilleur accès aux logements sociaux.

Voilà des mesures concrètes qui pourraient apporter un peu de satisfaction aux agents en perte de repères et en souffrance.

De tels dispositifs auraient le mérite d'exprimer une approche humaine de l'État employeur envers ses agents : C'est une des valeurs fondamentales de notre alliance **CFDT/CFTC**,

La réalisation de ces propositions, les femmes et les hommes de la communauté professionnelle de la DDGIP et de la DDFIP 63 les attendent.

C'est pourquoi, l'alliance **CFDT/CFTC** vous les rappelle à l'occasion de votre visite à la DDFIP du Puy de Dôme.

Pour conclure, s'il est généralement convenu que la DGFIP est bien une administration au cœur de l'État, lorsqu'elle est mal en point, c'est l'État dans son ensemble qui est fragilisé.

Pour l'alliance **CFDT/CFTC**, il est temps de se préoccuper de trouver les bons remèdes.

Madame La Directrice Générale, nous vous remercions pour votre écoute.